



Juin 2014 - N° 125

Conjoncture économique en Loir-et-Cher

Résultats de l'enquête menée entre le 12 et le 24 juin 2014

Analyse réalisée sur la base de 117 réponses exploitables

Dans un contexte économique qui demeure perturbé, la **Chambre de Commerce et d'Industrie** de Loir-et-Cher et l'**Observatoire**, en **partenariat avec le Conseil général**, poursuivent l'enquête rapide de conjoncture mise en œuvre depuis 2009. Celle-ci a pour objet de pallier l'insuffisance des informations disponibles au niveau local sur l'impact de la crise et son ampleur. Pour cette 14^{ème} édition, 123 responsables de l'industrie, de la construction, des services et du commerce de gros se sont connectés au site Internet dédié à cette enquête entre le 12 et le 24 juin 2014.

Trois relances ont été effectuées à quelques jours d'intervalle. 117 réponses ont pu être exploitées. Les entreprises correspondantes emploient environ **1 030 salariés**.

Selon les responsables ayant répondu à l'enquête, les premiers mois de 2014 ont été assez largement semblables aux précédents, à première vue. Les **chiffres d'affaires se sont en effet repliés dans plus de la moitié des entreprises**, même si le recul est un peu moins marqué.

Mais **quelques signes montrent que la similitude n'est pas aussi certaine** que cela. Les **parts de marchés** ont plus fréquemment été **maintenues** ; dans les services elles ont même augmenté assez souvent. Les **difficultés financières** apparaissent également **plus estompées**, notamment dans les services et l'industrie. Les entreprises exportatrices, certes très peu nombreuses dans l'échantillon recueilli, ont plutôt conforté leur position. Dans les entreprises qui recourent à l'intérim, les effectifs concernés se sont étoffés, tandis que les postes permanents ont été en très grande majorité conservés. Les **efforts en matière d'innovation et les investissements ont été moins freinés** qu'auparavant.

Ces résultats généraux masquent une réalité qui s'impose avec de plus en plus d'acuité à chaque enquête : la

divergence d'évolution entre secteurs d'activités et entre les entreprises d'un même secteur. Ainsi, l'amélioration ne concerne pour l'heure que l'industrie et surtout les services. La construction peine à sortir du marasme, alors que le commerce de gros donne l'impression de s'y enfoncer un peu plus.

Le constat est identique pour les prévisions. Une **certaine embellie est attendue** pour les prochains mois avec une **activité stable ou en hausse** dans trois secteurs sur quatre. Les **cahiers de commande** sont en effet jugés **plus rassurants**, au moins à très court terme. En revanche, aucune perspective d'embauche n'est avancée et des postes temporaires pourraient être supprimés de nouveau. Les responsa-

bles ne se sentent d'ailleurs pas tirés d'affaire ; le **moral remonte un peu**, mais les rangs des pessimistes sont toujours plus fournis que ceux des optimistes. Seule exception : les services. Dans le **commerce de gros**, **aucune amélioration ne semble en vue** et les dirigeants sont très alarmistes. Le **manque de visibilité** au-delà du très court terme constitue un handicap qui semble désormais structurel.

L'activité attendue en hausse

S O M M A I R E

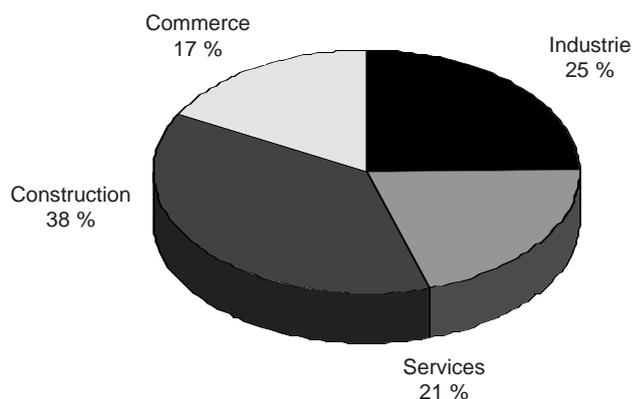
<p>117 réponses exploitables2</p> <p> Répartition par activité2</p> <p> Répartition par taille2</p> <p>Les évolutions récentes3</p> <p> L'activité toujours en repli pour plus de la moitié des entreprises3</p> <p> Une entreprise sur 2 a maintenu ses parts de marché3</p> <p> Des difficultés financières moins prégnantes dans les services et l'industrie4</p> <p> Des relations avec les banques sans modification notable4</p> <p> Les clients mettent plus longtemps à acquitter leurs factures5</p> <p> Les entreprises exportatrices (très peu nombreuses parmi les répondantes) ont conforté leur position6</p> <p> Les investissements moins souvent différés6</p>	<p>Des effectifs permanents stables dans l'ensemble7</p> <p>Dans les entreprises utilisatrices, les effectifs en intérim ont plus souvent augmenté7</p> <p>Les répondants n'ont quasiment pas recouru au chômage partiel8</p> <p>Les efforts d'innovation fréquemment maintenus8</p> <p>Les prévisions pour les prochains mois9</p> <p>L'activité devrait être plus soutenue9</p> <p>Des effectifs permanents constants10</p> <p>Le commerce et la construction devraient encore réduire leurs postes non permanents10</p> <p>Le pessimisme perd un peu de terrain11</p> <p>Les entreprises rassurées à court terme12</p>
--	--

117 réponses exploitables

Répartition par activité

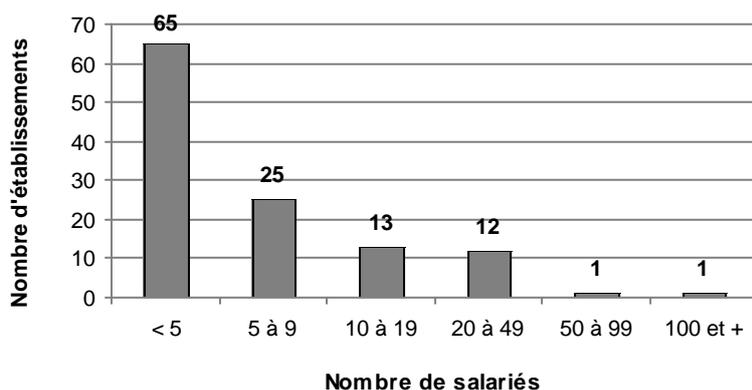
Le poids de chacune des activités (par grand secteur) reflète le choix initial qui a été opéré. Une large part a été donnée à l'industrie, secteur où un grand nombre d'emplois est en jeu et à la construction, qui tient une place importante dans le milieu rural.

Répartition des réponses exploitables
par grand secteur d'activité



Répartition par taille

Répartition des réponses exploitables selon la taille des établissements



117 entreprises

Les évolutions récentes

Aucune modification notable par rapport aux enquêtes précédentes : **plus d'une entreprise sur 2 a vu baisser son chiffre d'affaires** au cours des derniers mois. On constate toutefois que **l'intensité du recul** (jugé fort par 1 responsable sur 10) est **moindre** qu'auparavant.

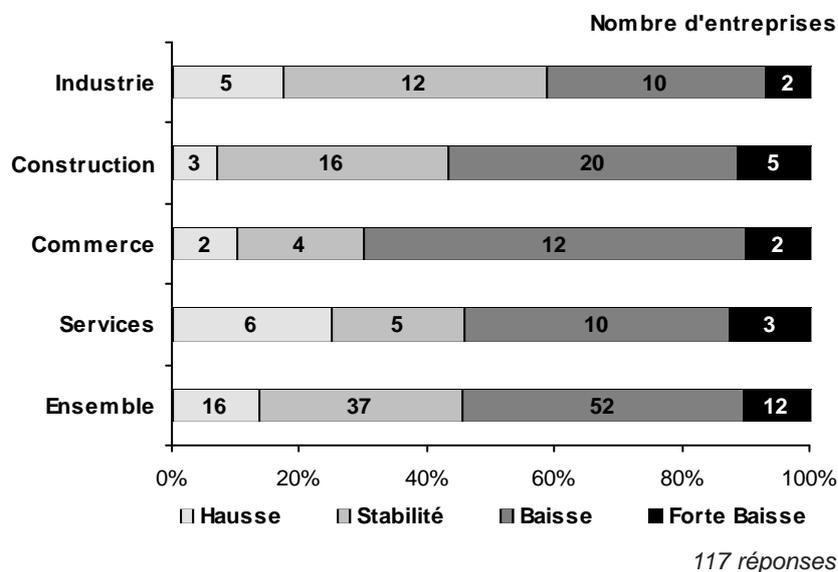
Les **divergences entre secteurs** d'activité se sont **accrues**. Tandis que le commerce de gros est très atteint (baisse d'activité dans 7 établissements sur 10), la **situation s'améliore dans l'industrie** et, dans une moindre mesure, la construction.

Au sein même des **services**, les inégalités sont criantes : activité en repli dans plus de la moitié des entreprises, mais en **progression pour 1 sur 4**, proportion très nettement supérieure à celle des autres secteurs (moyenne générale : un peu plus d'1 sur 10).

Le chiffre d'affaires est stable globalement dans 1 entreprise sur 3, davantage dans l'industrie.

L'activité toujours en repli pour plus de la moitié des entreprises

Evolution des chiffres d'affaires au cours des 3 derniers mois



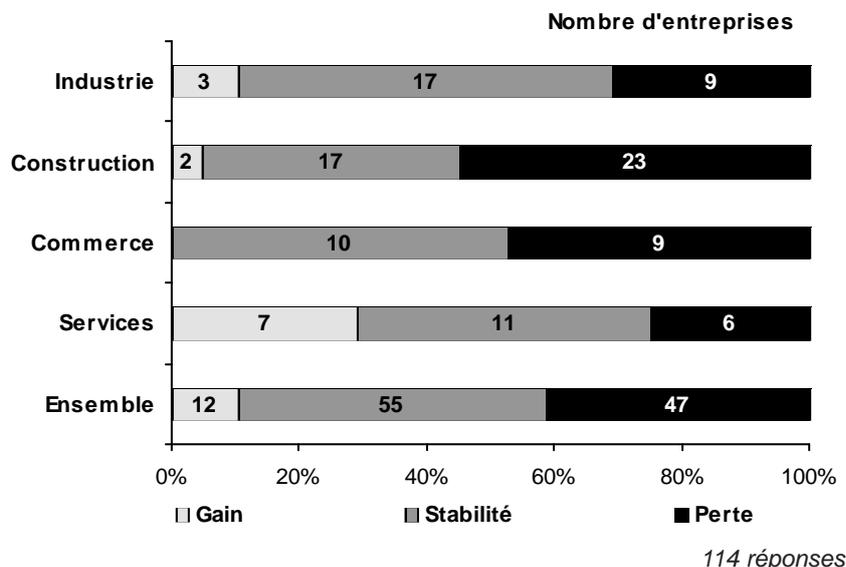
Les **pertes de marché ou de clients** affectent encore **4 entreprises sur 10**, mais la proportion est moindre qu'en décembre. La **construction** est toujours la **plus affectée** (plus d'1 entreprise sur 2).

Comme lors des deux enquêtes précédentes, les **services** se montrent les plus en réussite dans la **conquête de nouveaux marchés** (3 entreprises sur 10). La moyenne générale est de 1 sur 10 (aucune dans le commerce de gros).

Dans **l'industrie le statu quo est largement majoritaire**. Tous secteurs confondus, c'est le cas pour 1 établissement sur 2.

Une entreprise sur 2 a maintenu ses parts de marché

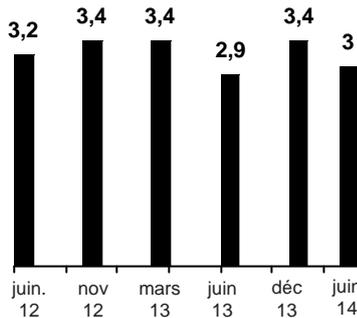
Clients / marché : évolution récente



La proportion des **entreprises confrontées à une situation financière difficile** est un peu plus faible qu'en décembre 2013. Elles sont encore **3 sur 10** dans ce cas, cependant.

L'amélioration est sensible dans les services et l'industrie, mais le commerce de gros subit une nouvelle dégradation.

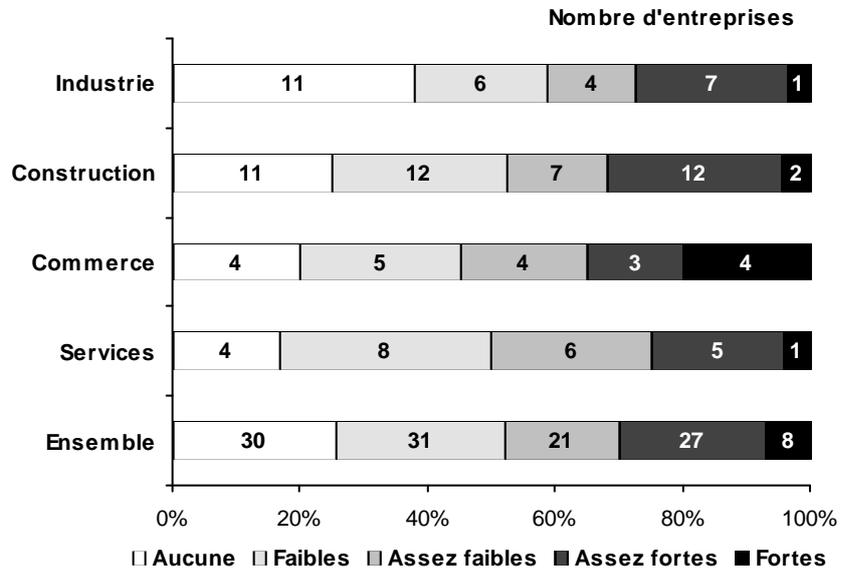
Evolution de la part des entreprises éprouvant des difficultés financières fortes ou assez fortes (en pour 10)



Les **relations avec les banques** sont dans **l'ensemble jugées normales**. Elles seraient **un peu plus tendues** dans la **construction**, comme précédemment.

Des difficultés financières moins prégnantes dans les services et l'industrie

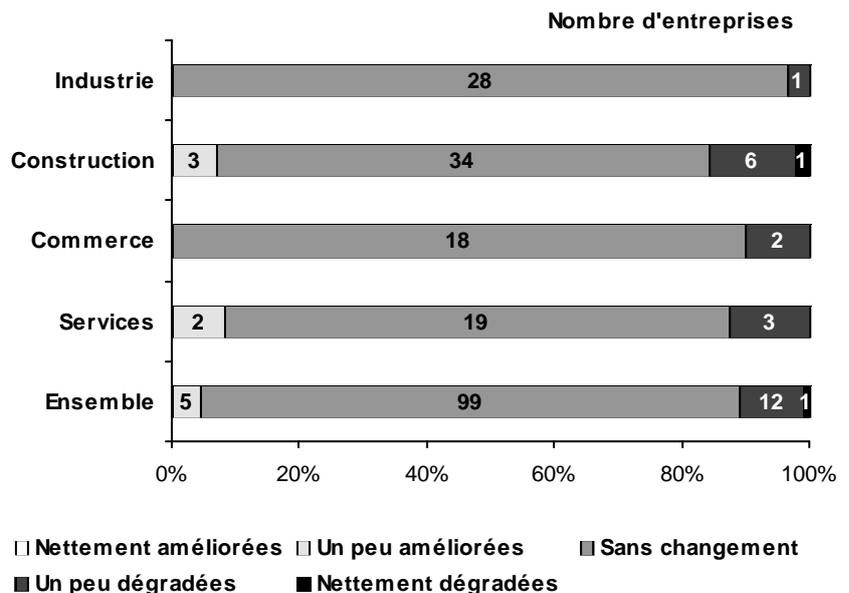
Difficultés financières : existence et intensité



117 réponses

Des relations avec les banques sans modification notable

Evolution récente des relations avec les banques



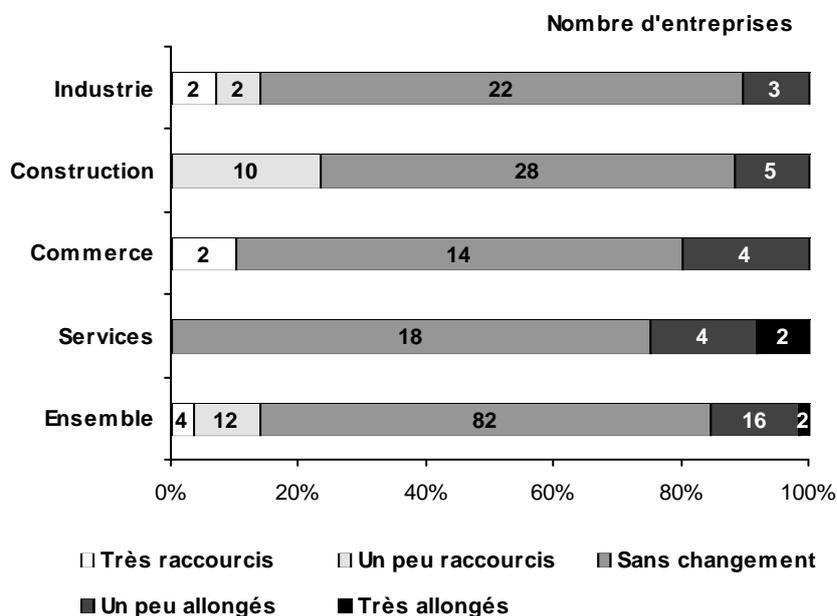
117 réponses

Les clients mettent plus longtemps à acquitter leurs factures

Délais de règlement...

...aux fournisseurs

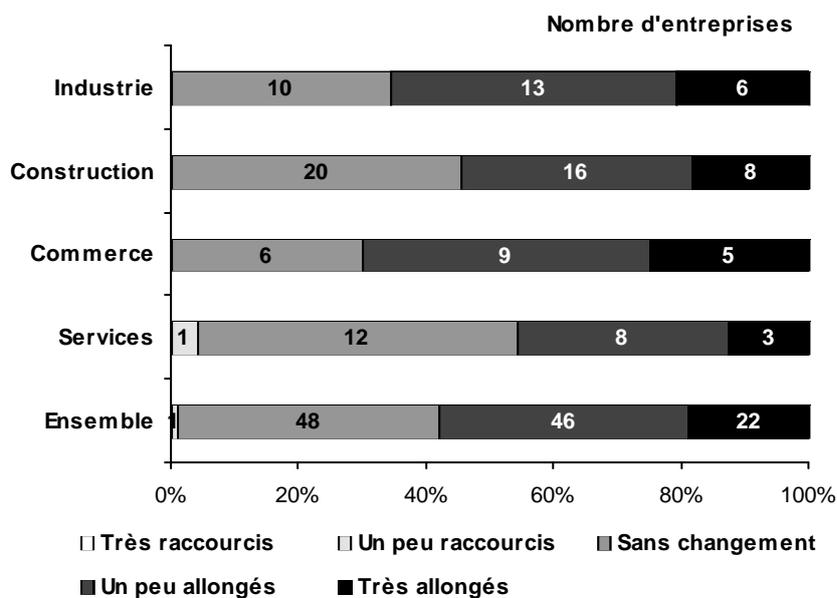
Dans l'ensemble, les **délais de règlement des fournisseurs** par les entreprises sont **peu impactés**, comme lors des enquêtes précédentes. En revanche, on constate des **écarts plus importants entre secteurs** : davantage d'allongements dans les services et le commerce de gros ; une proportion plus élevée de cas de raccourcissements dans la construction.



...des clients

Indéniablement, les **clients sont plus longs à régler leurs factures**. Comme en décembre dernier, **6 dirigeants sur 10** en font le constat.

Des **mouvements inverses** sont perceptibles entre les secteurs : proportion en repli dans les services, en augmentation dans l'industrie et le commerce de gros, où elle atteint 7 entreprises sur 10.

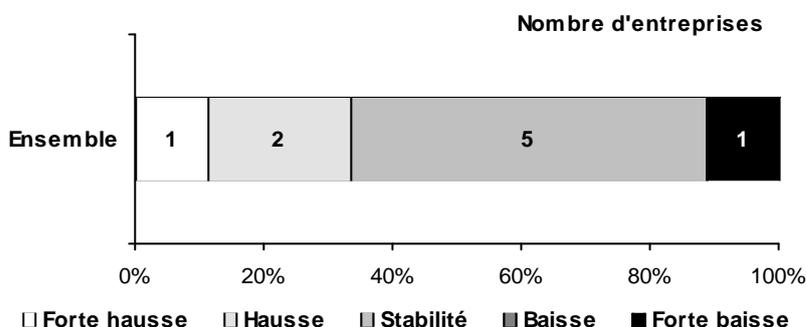


La **proportion des entreprises ayant une activité à l'export** parmi les répondants est **très faible** ; l'interprétation des résultats s'avère donc délicate.

Au sein de l'échantillon recueilli, les entreprises ont dans l'ensemble consolidé leur position à l'international, voire l'ont accrue.

Les entreprises exportatrices (très peu nombreuses parmi les répondantes) ont conforté leur position

Evolution des exportations au cours des 3 derniers mois



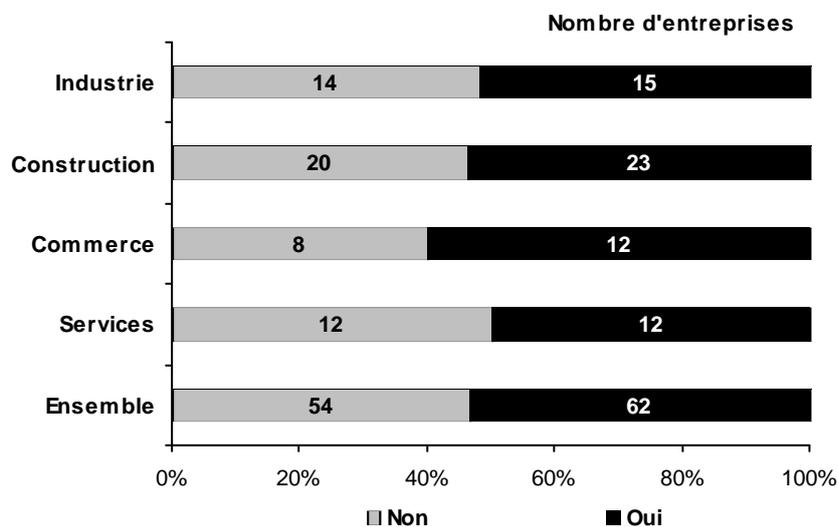
11 entreprises concernées
Compte tenu du faible nombre de réponses, seuls les résultats globaux sont présentés

Les informations collectées au niveau départemental montrent une reprise de **l'investissement des entreprises** en début d'année. Les résultats de l'enquête confirment cette amélioration puisque un peu plus de **la moitié seulement** ont été contraintes de **reporter une décision, contre 7 sur 10** en décembre.

Cette évolution positive est perceptible dans tous les secteurs.

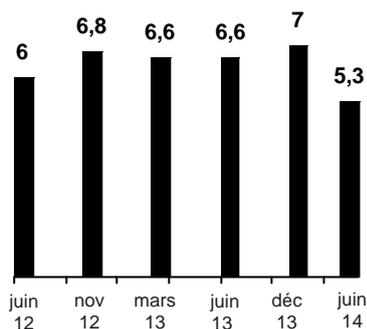
Les investissements moins souvent différés

Décision de reporter des investissements¹



116 réponses

Evolution de la part des entreprises ayant décidé d'ajourner leur décision d'investir (en pour 10)



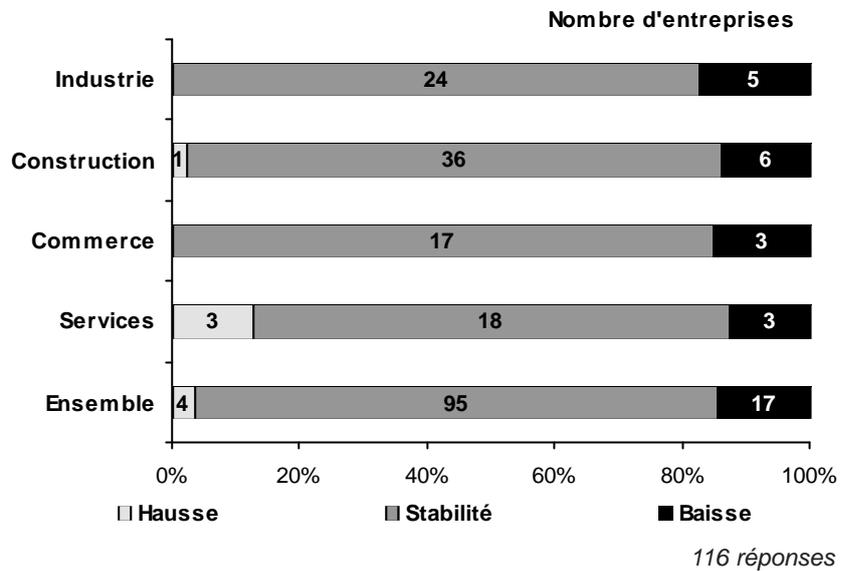
1. Précisons que la formulation de la question ne permet pas d'isoler les entreprises n'ayant pas au préalable de projets d'investissement et n'ont donc pas de report à effectuer.

Les **effectifs permanents ont été stabilisés** dans plus de **8 entreprises sur 10** en moyenne. Moins de 2 sur 10 ont supprimé des postes. Ces résultats sont proches de ceux enregistrés lors des enquêtes antérieures à décembre 2013 ; au cours de cette dernière, les cas de suppression avaient en effet marqué une augmentation assez nette.

Très peu de responsables font état d'une **croissance** ; ils sont presque tous dans les services.

Des effectifs permanents stables dans l'ensemble

Evolution récente des effectifs permanents

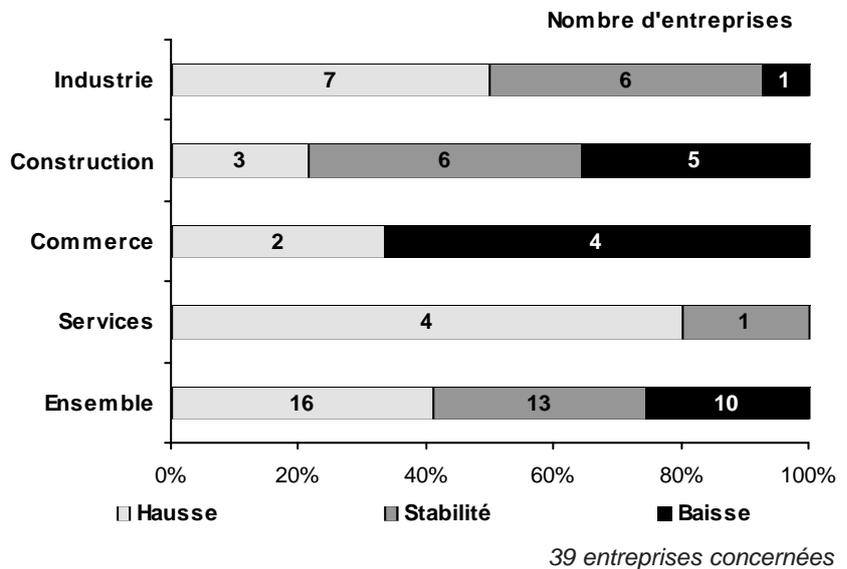


Dans les entreprises utilisatrices, les effectifs en intérim ont plus souvent augmenté

1 entreprise sur 3 a eu recours à des salariés non permanents (intérim et CDD) au cours de la période récente (4 sur 10 en décembre). Ce nombre limité d'utilisateurs incite à rester prudent dans l'analyse.

Ces **effectifs auraient progressé dans 4 établissements** utilisateurs sur 10, ce qui n'est pas arrivé depuis longtemps. A noter que les informations fournies par l'URSSAF et les agences confirment cette reprise. Les **services et l'industrie** sont en pointe. A l'opposé, le commerce de gros a suivi un chemin inverse.

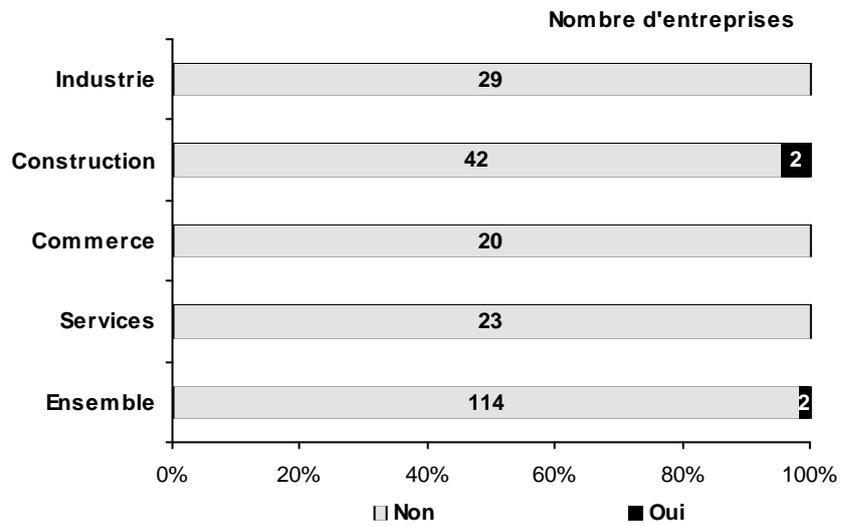
Evolution récente des effectifs non permanents



2 entreprises seulement ont recouru au chômage partiel, parmi celles ayant répondu à l'enquête. Il convient de préciser que les informations recueillies auprès de la Direccte montrent au contraire un recours accru à cette mesure au cours des derniers mois.

Les répondants n'ont quasiment pas recouru au chômage partiel

Recours au chômage partiel

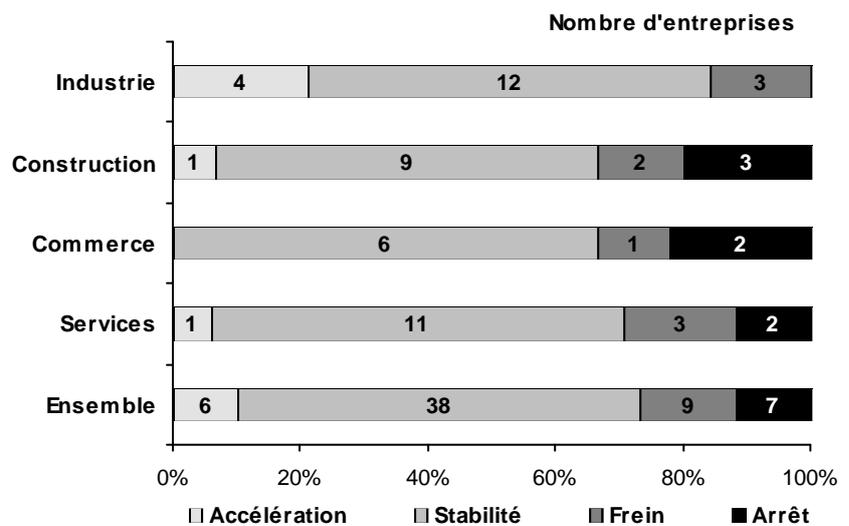


60 entreprises de l'échantillon recueilli ont une **politique active d'innovation ou de recherche et développement** (un peu plus d'une sur 2). Parmi celles-ci, **7 ont arrêté** leurs programmes (aucune dans l'industrie) et **9 les ont ralentis**.

Les **efforts** ont été **maintenus** globalement dans **38 établissements** (près de 2 sur 3, une des plus fortes proportions enregistrées). Ils ont été **intensifiés** dans **6 entreprises**, dont 4 industrielles.

Les efforts d'innovation fréquemment maintenus

Impact sur les activités de R&D, innovation, développement de nouveaux produits ou services



Les prévisions pour les prochains mois

L'activité devrait être plus soutenue

La nouvelle mérite d'être soulignée : **6 responsables sur 10 sont satisfaits par leur carnet de commande à 3 mois**. Il s'agit d'un renversement de tendance très positif. Ce jugement est largement partagé dans l'industrie et la construction. En revanche, **l'inquiétude l'emporte** toujours dans le **commerce de gros** (2 sur 3).

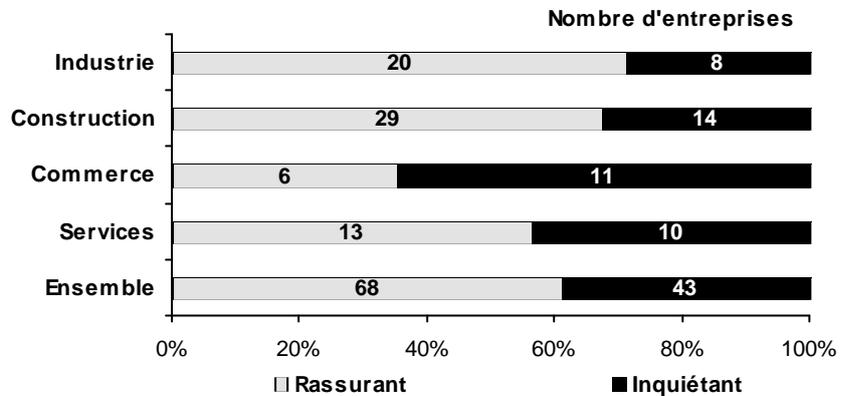
(voir également p. 12)

A **moyen terme**, la **visibilité** demeure **médiocre**. Tous secteurs confondus, 2 dirigeants sur 3 expriment leur inquiétude. Le commerce (8 sur 10) et la construction (3 sur 4) sont les plus insatisfaits.

Conformément à des carnets mieux remplis, **les responsables prévoient majoritairement une activité stable ou en hausse**. C'est le cas en particulier dans les services (augmentation dans 4 cas sur 10) et l'industrie. Des **baisses** sont encore anticipées dans **1 entreprise sur 3** (plus d'1 sur 2 dans le commerce), mais le plus souvent, elles devraient être modérées.

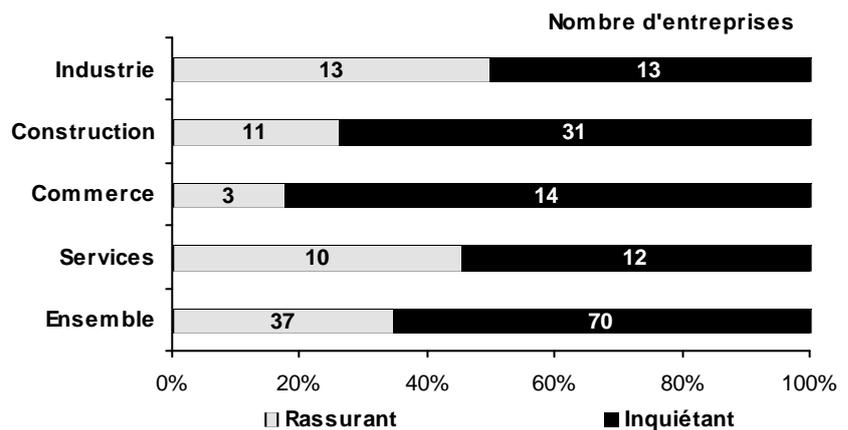
Prévisions du carnet de commande...

...à 3 mois



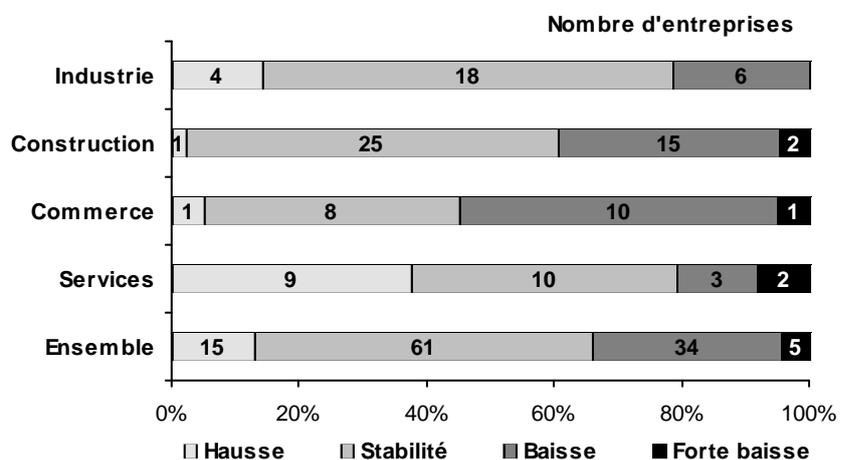
111 réponses

...à 6 mois



107 réponses

Prévisions d'évolution de l'activité

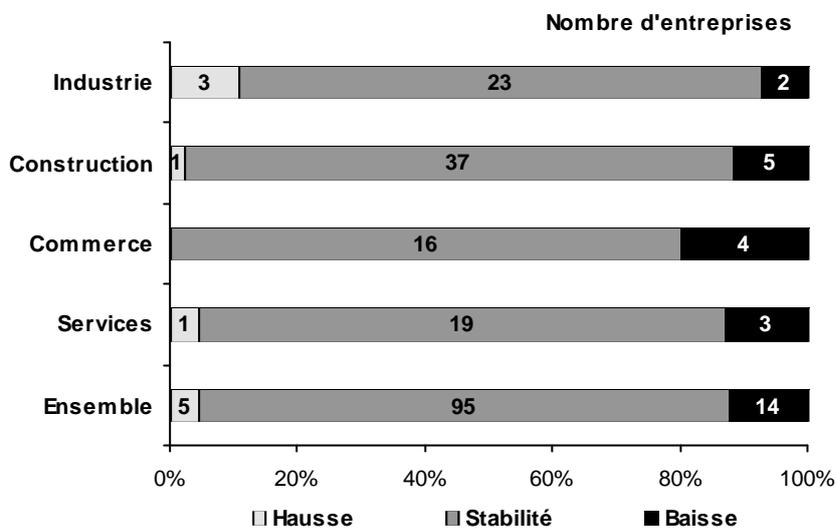


115 réponses

L'accroissement d'activité se fera la plupart du temps à **effectifs permanents constants**. Seul 1 établissement industriel sur 10 envisage des embauches. A l'inverse, des **postes devraient disparaître** dans 1 entreprise sur 10, davantage dans le commerce de gros.

Des effectifs permanents constants

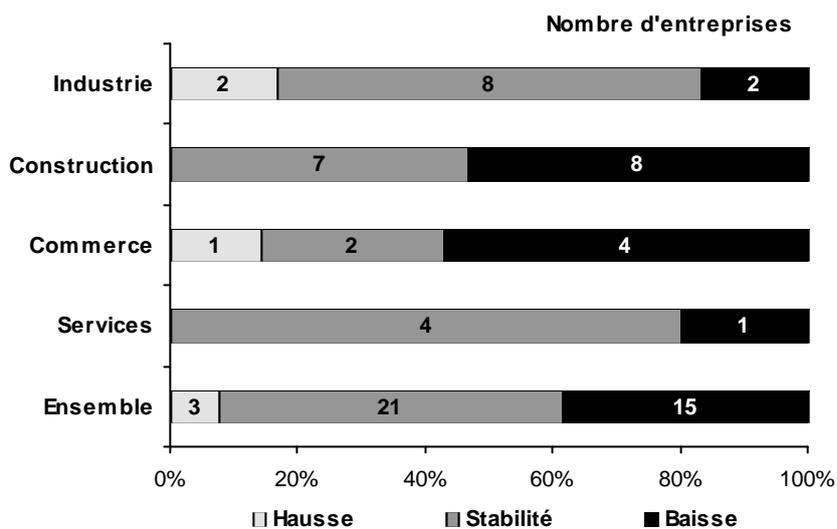
Prévisions des effectifs permanents



114 réponses

Le commerce et la construction devraient encore réduire leurs postes non permanents

Prévisions des effectifs non permanents



39 entreprises concernées

Dans les établissements employant des **intérimaires** (peu nombreux rappelons-le), les **effectifs** concernés devraient être **maintenus** à leur niveau actuel dans plus d'**1 cas sur 2**. En revanche, ils seront a priori réduits dans près de 4 cas sur 10, surtout dans le commerce et la construction. Peu de dirigeants envisagent de les accroître.

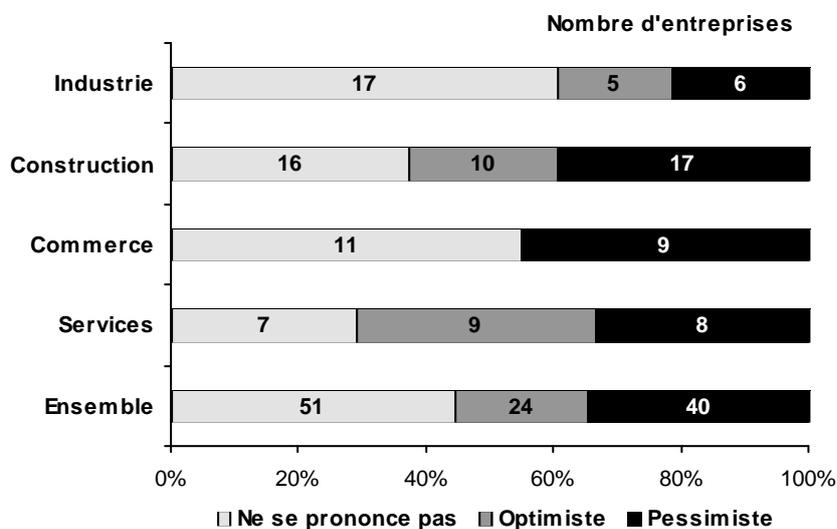
Le pessimisme perd un peu de terrain

Les perspectives d'activité légèrement meilleures se traduisent par un **recul de la part des pessimistes**. Mais ils sont **encore** presque **deux fois plus nombreux que les optimistes**. Seule exception : les services, où le moral est remonté sérieusement. Les responsables **manquent** encore de **repères** : les rangs de ceux qui ne se prononcent pas se sont en effet renforcés.

Dans le **commerce de gros**, aucun dirigeant ne s'est déclaré optimiste, confirmant **l'impression négative** laissée par l'ensemble des réponses pour ce secteur.

(voir également p. 12)

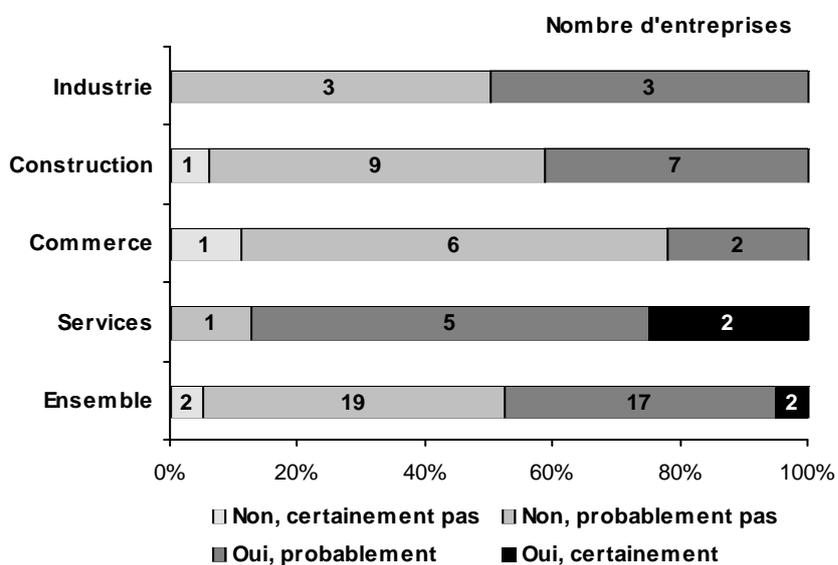
Sentiment général des dirigeants



115 réponses

Une vingtaine de responsables éprouvent des craintes pour la **pérennité de leur entreprise**, soit la moitié de ceux qui se déclarent pessimistes (proportion identique à celle des trois enquêtes précédentes). Les services apparaissent toujours les plus menacés. En revanche, la situation semble un peu moins précaire dans la construction qu'en fin d'année dernière.

Menaces sur la pérennité de l'entreprise



40 entreprises concernées

Le suivi de l'évolution des **soldes d'opinion** se fait sur les 9 dernières enquêtes.

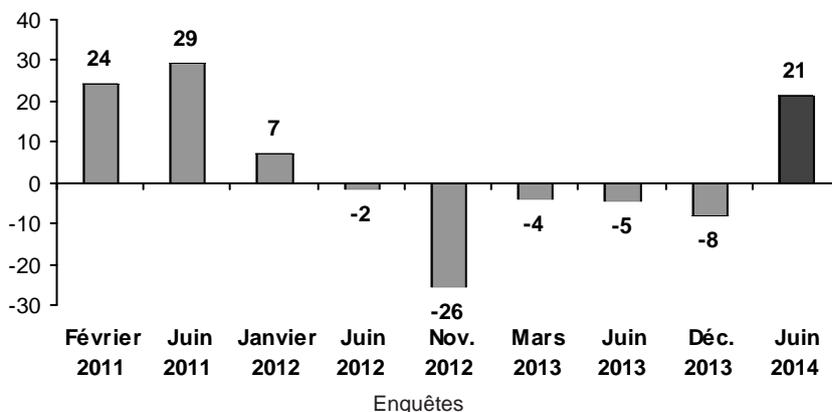
Retournement de tendance très net pour le ratio concernant les **carnets de commande à 3 mois** ; à court terme, les entreprises semblent rassurées.

Cette **évolution positive** est surtout perceptible dans la **construction et les services**. En revanche, l'**inquiétude** demeure **forte** dans le **commerce de gros**.

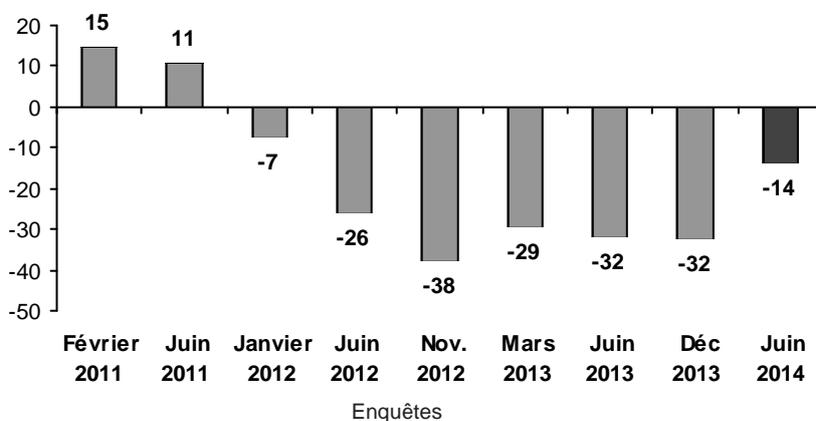
Trop d'incertitudes pèsent encore sur l'ampleur et la pérennité de la reprise (timide et qui ne touche pas tous les secteurs). En témoigne un **solde d'opinion** qui **demeure négatif**. Toutefois il s'est **réduit** par rapport aux enquêtes précédentes. Il est redevenu **positif dans les services** et quasiment à l'équilibre dans l'industrie. En revanche, l'écart est toujours très marqué entre pessimistes et optimistes dans le commerce de gros et la construction.

Les entreprises rassurées à court terme

Prévisions du carnet de commande à 3 mois



Sentiment général des dirigeants



Note méthodologique

Le solde d'opinion est défini comme la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive et celle ayant exprimé une opinion négative. Il peut s'appliquer aux questions qui appellent une réponse à deux ou trois modalités, telles que "optimiste", "ne se prononce pas", "pessimiste" ou "rassurant", "inquiétant". A partir de ces réponses, on calcule le pourcentage de répondants optimistes et de répondants pessimistes. Le solde d'opinion est alors établi comme la différence entre ces deux pourcentages. L'intérêt de cet indicateur réside moins dans le résultat d'une enquête que dans son évolution au fil du temps.

Directeur de la publication : Alain QUILLOUT - Edition électronique

Dépôt légal à parution - ISSN 2267-5159

Observatoire de l'Economie et des Territoires de Loir-et-Cher - 34 avenue Maunoury - 41000 BLOIS

Tél : 02.54.42.39.72 • Fax : 02.54.42.42.02 - www.pilote41.fr - E-mail : infos@observatoire41.com